

Interview de Jacques Santer: les circonstances politiques de sa nomination à la présidence de la Commission européenne (Sanem, 3 mai 2006)

Source: Interview de Jacques Santer / JACQUES SANTER, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Sanem: CVCE [Prod.], 03.05.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:19:09, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jacques_santer_les_circonstances_politiques_de_sa_nomination_a_la_presidence_de_la_commission_europeenne_sanem_3_mai_2006-fr-ab501a87-befc-416e-b52b-94c8e0a329bf.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Jacques Santer: les circonstances politiques de sa nomination à la présidence de la Commission européenne (Sanem, 3 mai 2006)

[Étienne Deschamps] Quand et comment avez-vous compris qu'un consensus politique était, ou pouvait être possible, sur votre nomination?

[Jacques Santer] Comme j'ai dit moi-même, je n'étais pas candidat à la présidence de la Commission. Au contraire, je soutenais la candidature de Dehaene, et comme il y avait... peut-être, il faut dire quelques mots précisément sur cette candidature de Dehaene. Dehaene s'était porté candidat, ça c'est sûr, il avait le support également d'un certain nombre de ses collègues démocrates-chrétiens, dont le mien, dont celui du Luxembourg. Et il y avait la candidature de Ruud Lubbers. Les Beneluxiens étaient évidemment, à ce moment-là, dans des difficultés. Et, à ce moment-là, j'étais sollicité par Helmut Kohl pour trouver un accord entre Dehaene et Ruud Lubbers, c'est-à-dire pour trouver un compromis en quelque sorte. Alors, effectivement comme j'étais le seul Beneluxien qui n'était pas en cause, j'ai pris les devants et on a convoqué une réunion à titre informel, même confidentiel, chez un ami de Ruud Lubbers, chez un notaire près de Maastricht. Je me rappelle bien, c'était une belle demeure près de Maastricht, dans un parc. Et participaient à cette réunion, en dehors de Dehaene bien entendu et de Ruud Lubbers, moi-même et Martens, Wilfried Martens, qui était le président du Parti populaire européen.

On cherchait à négocier un peu de quelle façon on pourrait s'en sortir. Évidemment, au départ, il n'y avait aucun accord entre les deux et on proposait, à ce moment-là, ce qui était également intéressant, si on voit l'évolution par la suite, que Ruud Lubbers pourrait se réserver pour être secrétaire général de l'OTAN. Parce qu'à l'époque, il y avait Manfred Wörner, qui était secrétaire général de l'OTAN. Et Wörner était gravement malade, il était déjà hors d'état, à ce moment-là, d'exercer ses fonctions. Helmut Kohl m'avait toujours fait comprendre qu'il n'avait rien contre une candidature de Ruud Lubbers comme secrétaire général de l'OTAN, étant donné que Lubbers était toujours un peu atlantiste, etc. Lubbers ne voulait pas voir, d'ailleurs, il disait: «Ce n'est pas élégant de discuter maintenant déjà de la succession de quelqu'un qui est encore en poste». Mais on savait qu'il ne survivrait pas à sa grave maladie. D'ailleurs, monsieur Wörner est mort relativement rapidement après. On ne trouvait pas un accord, sauf celui-ci: c'est qu'on se prêtait, parce qu'on savait déjà que monsieur Papandréou, qui était le président en exercice du Conseil, à ce moment-là, c'était la Grèce qui présidait l'Union européenne, allait procéder à un vote étant donné qu'il y avait trois candidats formellement déclarés. Alors, on disait: celui qui aura le plus de voix sera supporté par celui qui aura le moins de voix, c'est-à-dire celui qui a le moins de voix se rétracte en faveur de celui qui a le plus de voix. C'était un peu l'accord qui s'était fait. On ne trouvait pas d'autre issue. Lorsqu'on est arrivé à Corfou, la réunion se tenait à Corfou, à ce moment-là. Et le soir, lorsque monsieur Papandréou procédait au vote, c'était à la fin d'un dîner – en Grèce on dîne relativement tard – et monsieur Papandréou était déjà très fatigué, parce qu'il était également déjà atteint de sa maladie. Alors, c'est monsieur Dehaene qui a eu le plus de voix, je crois qu'il avait 7 voix, Lubbers 4 voix et Brittan 1 voix.

[Etienne Deschamps] Et là – je me permets de vous interrompre – comment concrètement les choses se passent-elles? Les gens se trouvent autour de la table et on vote à main levée, ou c'est un vote secret...? Comment ça marche?

[Jacques Santer] C'était un vote secret. On avait des bulletins et on votait. Évidemment les deux étaient représentés. Dehaene et Lubbers n'étaient pas présents. Ils étaient représentés. Dehaene était représenté par le ministre des Affaires étrangères, qui est devenu par après secrétaire général de l'OTAN, Willy Claes. Et Lubbers était représenté par Wim Kok, par le vice-Premier ministre. Ceux-là ne savaient évidemment rien de l'accord, qui était conclu tacitement entre nous à Maastricht. Papandréou, sur ce, levait la séance, et on rentrait à l'hôtel. Tout de suite rentrés à l'hôtel, il y avait une nouvelle convocation du Conseil par le ministre des Affaires étrangères de la Grèce. Papandréou s'était retiré à son hôtel, mais pas tout le monde n'était présent. Comme on était tous dans le même hôtel, en tout cas les Beneluxiens, on voyait bien qu'il y avait des consultations pendant la nuit. Et le lendemain, lorsque à ce moment-là, Papandréou a demandé aux autres onze, on était quinze à table bien sûr, mais on était seulement douze, parce que les pays scandinaves n'étaient pas encore membres de droit de l'Union européenne. À ce moment-là, Major disait que de toute façon, même si Dehaene restait seul en lice, il voterait contre Dehaene. Il s'opposerait à Dehaene, parce qu'il fallait l'unanimité à ce moment-là. Aujourd'hui ce n'est plus le cas, mais à l'époque il fallait encore

l'unanimité. C'était le veto en fait à ce moment-là, sans aucune justification. C'est pourquoi, c'est très difficile de voir. Il y a eu certainement des conciliabules à mon sentiment pendant la nuit. Si notre scénario, à mon sentiment, s'était déroulé comme prévu, c'est-à-dire si dans la foulée de l'élection, du vote à table le soir, la candidature de Lubbers aurait été retirée par Wim Kok en faveur de la candidature de Dehaene, peut-être ça se serait passé différemment. Mais – en général, la nuit porte conseil – mais là, elle n'a pas porté conseil, au contraire, on s'est trouvé dans une situation un peu difficile et sans issue à ce moment-là. C'était la fin de la présidence, il y avait encore – c'est une petite anecdote – une tentative de Papandréou vis-à-vis de Delors, en lui demandant de continuer pendant un an encore la présidence, en attendant de trouver le successeur adéquat à Delors. Et à ce moment-là, Delors a répondu ceci, et c'est par après que je me suis seulement rendu compte personnellement du bien-fondé ou du sens de l'interjection de Delors, lorsqu'il a dit: «Monsieur le Président, j'étais président d'une Commission de douze États membres, je ne voudrais pas être président d'une Commission de quinze États membres». Delors a refusé, et donc la balle est repartie du côté allemand, étant donné que le 1^{er} juillet 1994, c'était l'Allemagne qui reprenait la présidence, par système rotatif. À un moment donné, moi je n'étais pas candidat, même s'il y avait des rumeurs qui circulaient. Mais il y avait d'autres candidats. Il y avait monsieur Schlüter, le Premier ministre danois, qui était candidat, il y avait monsieur Amato, l'ancien président du Conseil italien, qui était candidat, et d'autres encore... Sutherland, l'ancien commissaire était également candidat. Donc, il y avait pas mal de candidats encore, mais moi-même j'ai toujours refusé de me porter candidat. D'ailleurs, nous avons nos élections nationales au mois de juin, et on a remporté les élections et j'étais surtout concentré sur la formation d'un nouveau gouvernement avec le partenaire de la coalition, avec le partenaire socialiste. Sur ces entrefaites, juste avant les négociations de coalition, il y a Kohl qui m'a téléphoné en disant: «Voilà, on a réfléchi sur la candidature». Et étant donné qu'il fallait, à la suite de Jacques Delors – socialiste – quelqu'un de démocrate-chrétien, quelqu'un également, après le représentant de la France, d'un grand État membre, un représentant d'un petit État membre. Il y a toujours ces rotations au sein des présidences, alors il a dit: «Il n'y a personne d'autre qui puisse avoir la confiance des démocrates-chrétiens, en tout cas, que toi-même».

Alors, moi j'étais un peu réticent, parce que quand même je me suis dit, j'ai remporté les élections, je suis installé maintenant à la formation d'un nouveau gouvernement et mes électeurs ne comprendraient pas de suite... Réfléchis une fois, je donne à réfléchir là-dessus, c'était au début. Ça a dû être au début juillet, par là. Sur ce, il y avait évidemment certains ministres des Affaires étrangères qui passaient à Luxembourg comme monsieur Kinkel, qui a insisté également, qui était venu me voir, et il y a d'autres qui sont venus me voir pour dire: «Écoute, il faut quand même accepter ceci et cela». Comme ça, de fil en aiguille, ça s'est concrétisé. Mais l'élément déterminant, je crois que c'était le 7 juillet 1994, il y avait le G7 qui s'était réuni à Naples, à ce moment-là, sous présidence d'ailleurs italienne. Il y avait Berlusconi, qui était déjà à ce moment-là président du Conseil pour la première fois. C'était un samedi, et moi j'étais à un mariage, ça je me rappelle très bien. J'étais à un mariage, d'ailleurs pas très loin de chez nous, dans le château de chez Schorlemer. Et, à un moment donné, à l'époque il n'y avait pas les *handy*, il n'y avait pas encore toutes ces nouvelles technologies qui facilitent la communication, il y a mon fils cadet Jérôme, qui venait en bicyclette au mariage, et a dit: «Papa, il y a quelqu'un qui a appelé, ça doit être un Allemand, et qui voudrait te parler à 7 heures ce soir. C'est quelqu'un de la chancellerie allemande.» Il ne savait pas très bien, c'était un gamin encore. Alors, j'ai dit à mon épouse, «Voilà, je dois rentrer», et je m'en doutais, déjà à ce moment-là, de ce qui se passait. Sachant très bien que les autres se voyaient à Naples et alors Kohl a effectivement appelé à 7 heures du soir, disant: «Écoute maintenant, on est ici à Naples», il faisait très chaud là-bas à ce qu'il paraît et il a dit, «j'ai fait le tour de tout le monde ici, parce qu'il y a les quatre Européens, c'est-à-dire Major, Mitterrand, Kohl et évidemment l'Italien Berlusconi. Et on a fait le tour de toutes les candidatures. C'est toi la seule candidature qui puisse avoir l'unanimité, également celle de Major, etc. C'est la seule chance.» Alors je me suis dit: «Tiens, ça c'est quand même une situation un peu délicate maintenant», parce que j'avais terminé entre-temps les négociations de coalition. On avait déjà fixé l'assermentation du nouveau gouvernement, je crois au 13 juillet, parce que le 14 juillet, c'était la fête nationale française. Mitterrand – c'était la dernière année de son septennat – avait convié tout le monde à la grande parade militaire à Paris, où pour la première fois également il y avait l'Eurocorps qui défilait, avec les Allemands, etc., donc il fallait y être. Et le 15 juillet, il devait y avoir le Conseil européen. L'assermentation a été fixée le 13 juillet, j'ai dit: «Mais c'est quand même une situation un peu délicate. Je serai assermenté le 13 juillet et ça, je ne peux pas reculer. On a formé un gouvernement, les portefeuilles sont distribués et le Grand-Duc a donné son assentiment. Il faut d'abord que je consulte le Grand-Duc». Il y avait encore monsieur Werner, et j'ai dit «je vais également passer un mot à Werner», et le président du parti, qui était à l'époque monsieur Juncker, j'ai

dit «il faut quand même que j'informe les membres, ma femme, etc.»

«Oui, oui, oui, ça je comprends fort bien que tu dois..., mais ne consulte pas trop de monde», il a dit. Et là, il a dit également une chose, c'est ça qui a emporté un peu également ma décision, par après, et celle également des autres interlocuteurs, c'est qu'il a dit, «Écoute, c'est maintenant on présente la présidence à un petit État membre, au plus petit d'ailleurs État membre, et si celui-là refuse sur cette question alors, tu dois assumer également la responsabilité que les grands ne font plus état des avantages pour un petit État membre. Alors, il a dit: «Fais tes consultations, mais je te rappellerai...» – parce que c'est le 15, et ici c'était le 7 – «mais je te rappellerai demain matin à 10 heures». C'était un dimanche. Inutile de vous dire que le repas de noces était terminé pour moi. J'ai téléphoné au Grand-Duc, je me suis concerté avec les autres et puis j'ai accepté, donc, le dimanche. Mais j'ai demandé à Kohl, également, de tenir cela encore confidentiel, etc. «Oui, oui, ne t'en fais pas, ça restera confidentiel entre nous», parce que je ne voulais pas qu'avant l'assermentation, tout ça s'ébruite. Alors, il s'est passé une chose, que j'ai pu vérifier par après, que dans l'avion qui ramenait Major de Naples, il y avait également des journalistes qu'il ramenait également, et il a fait là une confidence – si on peut faire une confidence à un journaliste, surtout un journaliste britannique – et le lendemain tous les journaux britanniques, les quotidiens britanniques étaient pleins de la candidature évidemment. Alors, tout notre échafaudage politique s'écroulait, et j'ai dû bien avouer à ce moment-là que c'était vrai. Et ce n'était pas si simple, à ce moment-là, parce que j'ai dû également préparer mon parti, il y a les instances du parti pour avoir le successeur, et tout ça. Par après, le 13 juillet, j'étais assermenté, le 14 juillet tout le monde était à Paris. Dehaene était à côté de moi, j'étais à côté de Delors de l'autre côté. Mitterrand a fait sa conférence de presse d'usage. Il a été interviewé par les journalistes et il a dit: «Je ne peux rien dire, parce que c'est demain qu'on va décider. Tout ce que je sais, c'est que ce sera un francophone». C'est ce qu'il a dit. Le lendemain, donc le 15, il y avait le Conseil européen, et moi je ne participais pas au Conseil européen évidemment, parce qu'il s'agissait de ma personne. Mais ça a duré dix minutes, et pendant dix minutes, j'étais devant la porte. On m'a ramené sous les applaudissements unanimes des membres et j'étais président de la Commission. Présenté par le Conseil européen, il fallait encore avoir l'assentiment, bien sûr, du Parlement européen.

[Etienne Deschamps] Et aujourd'hui, avec un peu de recul, est-ce que vous estimez avoir répondu positivement, par devoir, et parce qu'il y avait des pressions?

[Jacques Santer] J'étais toujours intéressé à la politique européenne, n'est-ce pas. Mais j'avais jamais l'ambition, je dois dire forcément d'être président de la Commission européenne. J'étais bien dans mes fonctions ici à Luxembourg. Et comme j'avais remporté également mes élections, j'aurais bien voulu encore terminer mon mandat n'est-ce pas. On avait d'ailleurs établi tout le programme, etc. Donc de ce côté-là, je n'avais pas l'ambition – je dirais – d'être président de la Commission. Mais par après, je me vouais corps et âme – je dirais – aux nouvelles fonctions de président de la Commission européenne, étant donné que je voulais quand même que cette présidence soit marquée par un certain nombre d'avancées sur le plan européen.